

REGLEMENT INTERIEUR

Adopté en Conseil d'Ecole le 04/11/2025

ADMISSION ET INSCRIPTION

Article 1 : L'instruction est obligatoire pour tous les enfants des deux sexes, français et étrangers. Après délivrance du certificat d'inscription de la part du maire de la commune dont dépend l'école, sur présentation du livret de famille, d'un document attestant que l'enfant a subi les vaccinations exigées par la réglementation en vigueur ou justifiant d'une contre-indication, le directeur de l'école procède à l'admission et la porte sur le registre des élèves inscrits. Le BCG n'est plus obligatoire.

Les parents d'élèves de CP devront se faire inscrire à la mairie puis se faire admettre auprès du Directeur.

Article 2 : Les parents sont vivement invités à assurer leur enfant contre les accidents susceptibles de lui arriver. Cette assurance, obligatoire dans le cadre de sorties dépassant les horaires scolaires, doit couvrir :

- les dommages dont l'enfant serait l'auteur : responsabilité civile.
- les dommages dont il pourrait être victime (tout seul ou à cause d'un autre) : individuelle accident corporelle

Une attestation d'assurance au nom de l'enfant doit être remise à l'école le plus tôt possible.

Article 3 : Une fiche de renseignements est complétée par les familles pour chaque élève en fin d'année scolaire. Elle est remise à la mairie pour l'inscription aux services périscolaires (bus, cantine,...). Elle est un document de référence sur les plans administratifs et médicaux, et doit donc être complétée avec le plus grand soin. Les familles voudront bien signaler tout changement survenant en cours d'année. L'adresse des deux parents en cas de séparation doit figurer sur le document.

FREQUENTATION ET OBLIGATION SCOLAIRE

Article 4 : Les horaires de l'école : 8h30/12h, 13h30/16h les lundis, mardis, jeudis et vendredis.

Les élèves sont accueillis à partir de 8 h 20 le matin et 13 h 20 l'après-midi. La responsabilité des enseignant(e)s n'est pas engagée en dehors de ces horaires, aussi doivent-ils être strictement respectés. Le plan vigipirate étant toujours en vigueur, il est demandé aux parents de laisser entrer leur(s) enfant(s) seul(s) dans l'enceinte de l'école.

A 16h, les enfants sont reconduits à la sortie de l'école par l'enseignant(e) ou sont pris en charge par le service périscolaire. Ils peuvent également rentrer seuls à leur domicile, l'enseignant n'a pas à s'assurer de l'identité de la personne qui vient chercher l'enfant ou s'il part seul. Les enfants ne doivent pas attendre longtemps leurs parents au portail passé cet horaire, les élèves n'étant plus sous la responsabilité des enseignants.

Les parents des classes placées en seconde ligne sont priés de déposer leur enfant et de le reprendre dans la cour de l'école primaire.

Pour toute modification dans l'emploi du temps de l'élève (accueil périscolaire, bus) les parents sont priés d'informer au préalable **PAR ECRIT** l'école et le service périscolaire (tel :06.78.64.31.57) de tout changement dans l'accueil ou la remise de leur enfant. Un message sur le répondeur ne peut pas être pris en compte.

Pour un problème de restauration, ils appellent directement la cantine : 05.56.30.61.81

Rappel : L'accueil périscolaire ne peut accueillir un enfant qui n'a pas été inscrit préalablement à la mairie.

Article 5 : La fréquentation régulière de l'école est obligatoire.

Tout élève ayant manqué la classe pour une raison imprévue par la famille ou pour maladie doit présenter, le jour où il revient, une lettre de ses parents indiquant le motif de son absence. Le certificat médical n'est exigible qu'en cas d'absence due à une maladie contagieuse.

Les parents qui demandent une radiation de leur enfant en cours d'année ont l'obligation de fournir dans un délai de huit jours, la preuve de la rescolarisation de leur enfant. Dans le cas contraire, l'enfant radié devra être considéré comme déscolarisé et signalé comme tel aux services de l'Education Nationale.

Les maladies contagieuses (rubéole, rougeole, oreillons, varicelle, impétigo, hépatite virale, gale...) sont passibles d'éviction scolaire et doivent être signalées par certificat médical. Pour le retour à l'école, un autre certificat attestera de la guérison de l'enfant.

Les parents d'enfants malades sont priés de les garder à la maison. Les enseignants ne peuvent pas administrer de médicaments en dehors d'un PAI.

Article 6 : Les enseignantes tiennent à jour le registre d'appel, et signalent au directeur les élèves qui ont manqué la classe sans motif légitime ni excuse valable au moins **quatre demi-journées dans le mois. Le directeur en informe les services de la DSDEN.**

Les absences pour convenances personnelles ne sont pas recevables.

VIE SCOLAIRE

Article 7 : Activités Pédagogiques Complémentaires : modification du calendrier (horaires et jours) en fonction de

chaque enseignant.

L'organisation des Activités Pédagogiques Complémentaires(APC) est propre à chaque enseignant et peut différer d'une classe à l'autre (Jours, horaires, calendrier). Les parents des enfants concernés (consentant à l'inscription de leur enfant aux APC) s'engagent à ce que leur enfant y participe assidûment selon l'échéancier présenté par l'enseignant.

Article 8 : L'école joue un rôle primordial dans la socialisation de l'enfant : tout doit être mis en oeuvre pour que son épanouissement y soit favorisé. Cependant le rôle éducatif de l'école se situe dans le prolongement de l'éducation dans la famille, et ne peut s'y substituer.

Ainsi, il est dans l'intérêt de l'enfant que ses parents se montrent attentifs à son travail scolaire.

Article 9 : Les élèves, les enseignants, les adultes intervenants dans les activités scolaires, le personnel de service, les parents d'élèves et toute autre personne entrant dans l'école doivent être corrects dans leur tenue, leurs paroles et leurs rapports les uns avec les autres. Chacun se doit de n'user d'aucune violence et de respecter les règles de comportement et de civilité édictées par la vie en collectivité. De même, « tout châtiment corporel ou traitement humiliant envers un élève est strictement interdit ».

Article 10 :

Les comportements qui troublent l'activité scolaire, les manquements graves aux règles de l'école, et en particulier toute atteinte à l'intégrité physique ou morale des autres élèves ou des enseignants, donnent lieu à des réprimandes, qui sont portées immédiatement à la connaissance des représentants légaux de l'enfant. Ces réprimandes ne peuvent elles-mêmes en aucun cas porter atteinte à l'intégrité morale ou physique d'un enfant. On veillera à ce qu'un élève ne soit pas privé de la totalité de la récréation à titre de punition.

Les mesures de réprimandes seront établies par l'enseignant, de nature différente en fonction de l'âge de l'élève et lui seront expliquées .

Si un élève fait preuve de violence ou d'indiscipline flagrante et renouvelée, une équipe éducative (parents, psychologue scolaire, enseignant référent, enseignants) se réunit et met en place un contrat avec l'enfant. Si son comportement ne change pas , il peut être envisagé **à titre exceptionnel** que le directeur académique des services de l'éducation nationale demande la radiation de l'élève de l'école et sa réinscription dans une autre école de la même commune. Il s'agit là d'une mesure de protection de l'élève qui s'inscrit dans un processus éducatif favorable à son parcours de scolarisation, visant à permettre à l'élève de se réadapter rapidement au milieu scolaire et de reconstruire une relation éducative positive.

Les personnes responsables de l'enfant doivent être consultées sur le choix de la nouvelle école. La scolarisation dans une école d'une autre commune ne peut être effectuée sans l'accord des représentants légaux et des communes de résidence et d'accueil, dans les conditions prévues par les dispositions de l'article L. 212-8 du code de l'éducation.

Article 11 :

“Le droit de poursuivre une scolarité sans harcèlement constitue une composante du droit à l'éducation : aucun élève ne doit subir de faits de harcèlement résultant de propos ou comportements commis au sein ou à l'extérieur de l'école ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de dégrader ses conditions d'apprentissage. Le harcèlement scolaire est susceptible d'engager la responsabilité civile des représentants légaux du mineur auteur de cet acte. Il est également susceptible de constituer un délit qui engage la responsabilité pénale de son auteur qu'il soit mineur ou majeur, en application de la loi n° 2022-299 du 2 mars 2022 visant à combattre le harcèlement scolaire. L'école prend les mesures appropriées visant à lutter contre le harcèlement dans le cadre scolaire. A cet effet, les lignes directrices et les procédures destinées à la prévention, à la détection et au traitement des faits constitutifs du harcèlement scolaire, font l'objet d'une présentation en conseil d'école. Chaque année, l'école, délivre une information à destination des élèves et des parents d'élèves pour prévenir le harcèlement et le cyberharcèlement.”

Article 12 : Les élèves ne doivent apporter à l'école que les objets nécessaires à leur travail scolaire.

Sont interdits : tous les objets d'un maniement dangereux (cutters, couteaux, briquets, les très grosses billes...), les tubes de colle liquide (genre Scotch), le port de sommes d'argent, de bijoux, etc.... d'une valeur importante, les sucettes, les balles ou ballons durs. Tous les jeux sont interdits pour éviter les conflits.

Toute nourriture est interdite dans l'enceinte de l'école, à l'exception des goûters d'anniversaire prévus avec l'enseignant.e.

Le personnel enseignant ne peut être rendu responsable des vols, détériorations ou pertes d'objets appartenant aux enfants. En conséquence et par mesure de précaution, **les parents voudront bien marquer très lisiblement à l'intérieur des vêtements, les noms et prénoms de l'enfant**

Usage des objets connectés à l'école

Afin de garantir un environnement scolaire **sécurisé et propice aux apprentissages**, l'utilisation d'**objets connectés** et de **dispositifs de géolocalisation** (tels que les montres connectées, traceurs GPS, AirTags, balises Bluetooth, etc.) est **strictement interdite** au sein de l'établissement pour les motifs suivants :

Protection de la vie privée : ces dispositifs peuvent collecter ou transmettre des données personnelles sans contrôle, portant atteinte à la confidentialité des élèves et du personnel.

Préservation du climat scolaire : l'utilisation d'objets connectés perturbe l'attention et nuit au bon déroulement des activités pédagogiques.

Risque de détournement : la présence de traceurs GPS expose les enfants à des risques de surveillance non consentie ou de mauvaise utilisation par des tiers.

Tout objet connecté ou traceur GPS découvert dans l'enceinte de l'école sera **immédiatement confisqué et restitué aux parents ou responsables légaux en fin de journée**.

Article 13 : Le port de signe ou de tenues manifestant une appartenance religieuse est interdit dans l'établissement (circulaire du 18 /05/04)

Une tenue correcte est exigée, les tongs ne sont pas autorisées puisqu'elles entraînent des chutes.

Article 14 : Les élèves doivent veiller à la bonne tenue et à la propreté de leurs livres scolaires et de bibliothèque, de leurs cahiers et de leur table ainsi qu'à la propreté de leurs mains. En particulier, livres et cahiers doivent être recouverts. Tout livre ou matériel détérioré, devra être remis en état... (Réparation ou remplacement à la charge des familles).

☐☐ HYGIENE ET SECURITE

Article 15 : En cas d'accident ou d'incident, l'enfant blessé ou indisposé même légèrement, doit immédiatement signaler à l'enseignant de surveillance. Au besoin, ses camarades doivent le faire pour lui. Les enseignants ne peuvent que désinfecter et panser la plaie (BO du 06/01/2000).

Article 16 : Les enseignants ont l'obligation, en cas de problèmes à caractère médical, de faire appel, dans un premier temps, au 15 (SAMU) qui leur indique la conduite à tenir, puis de prévenir les parents.

Aucun élève malade ou blessé ne peut repartir en cours de journée (sauf entre 12h et 13h45) si le 15 n'a pas été prévenu et donné son accord. Tout enfant considéré comme malade n'a pas à être présent à l'école.

Un enfant ne peut quitter l'école en cours de journée (rendez-vous, convenance personnelle...). Pour un suivi médical régulier (psychiatre, orthophoniste...), les **rendez-vous doivent être pris hors temps scolaires**.

Article 17 : Les élèves devront se présenter dans un état de propreté convenable. Ils ne doivent pas venir en classe atteints de maladies pouvant nuire à la santé de leurs camarades. En particulier, les parents doivent veiller à la propreté de la chevelure de leur(s) enfant(s), notamment à cause de la recrudescence des poux dans le milieu scolaire.

Article 18 : Les PAI sont à la demande des parents et ne sont pas reconductibles tacitement. Il y a de l'initiative des parents. Protocole pour l'asthme : Les parents avertissent l'école et transmettent au Directeur les documents nécessaires. L'école n'étant pas couverte par un médecin scolaire, l'infirmière scolaire de secteur vérifie les PAI et les valide. Après la signature, le personnel communal et les enseignants sont ensuite autorisés à donner les soins appropriés. Une ordonnance récente et les médicaments seront remis **à l'école et aux services périscolaires dès la rentrée**. Les autres cas nécessitant un PAI seront étudiés avec l'infirmière scolaire **quand les parents auront mis à jour le dossier**.

Article 19 : L'établissement étant sous le plan Vigipirate rouge aucune personne n'est autorisée à rentrer dans l'enceinte de l'école.

Deux exercices de mise à l'abri dont un exercice d'« alerte intrusion » sont prévus dans le cadre du Plan Particulier de Mise en Sécurité (PPMS). Ne pas venir chercher son enfant en cas d'alerte PPMS. Deux exercices évacuation incendie seront mis en place.

Article 20 : La situation sanitaire en France pourra amener des évolutions dans l'organisation de l'accueil des élèves et de leur journée à l'école. Les règles seront fondées sur les protocoles sanitaires qui seront transmis par le Ministère de l'Education Nationale.

☐☐ RELATION FAMILLES-ENSEIGNANTS

Article 21 : Dans la mesure du possible, les rencontres parents/enseignants seront établies sur rendez-vous préalable.

Article 22 : En cas de difficultés rencontrées par l'élève , les familles engagent une discussion avec l'école. Ils s'adressent en premier lieu à l'enseignant de la classe et peuvent, dans un second temps, être reçu par le Directeur. Dans toutes leurs relations avec les autres membres de la communauté éducative, elles doivent faire preuve de réserve et de respect des personnes et des fonctions.

Article 23: En cas de parents séparés, les deux parents ont droit aux résultats scolaires : il faut donc signaler la situation et fournir les deux adresses pour l'envoi des résultats. **Si les coordonnées sont erronées ou absentes, l'enseignant ne pourra être tenu responsable de la non-communication des résultats.**

Article 24 : Chaque enseignant(e) consignera dans un cahier les informations en direction des familles.

Article 25 : Un livret scolaire Unique Numérique (LSUN) consignera les résultats scolaires de l'élève et sera consultable par les parents avec un code personnel.(quand il sera effectif). ☐

1 | La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble de son territoire, de tous les citoyens. Elle respecte toutes les croyances.

2 | La République laïque organise la séparation des religions et de l'État. L'État est neutre à l'égard des convictions religieuses ou spirituelles. Il n'y a pas de religion d'État.

• • LA RÉPUBLIQUE EST LAÏQUE • •

3 | La laïcité garantit la liberté de conscience à tous. Chacun est libre de croire ou de ne pas croire. Elle permet la libre expression de ses convictions, dans le respect de celles d'autrui et dans les limites de l'ordre public.

4 | La laïcité permet l'exercice de la citoyenneté, en conciliant la liberté de chacun avec l'égalité et la fraternité de tous dans le souci de l'intérêt général.

5 | La République assure dans les établissements scolaires le respect de chacun de ces principes.

CHARTRE DE LA LAÏCITÉ À L'ÉCOLE

La Nation confie à l'École la mission de faire partager aux élèves les valeurs de la République.

6 | La laïcité de l'École offre aux élèves les conditions pour forger leur personnalité, exercer leur libre arbitre et faire l'apprentissage de la citoyenneté. Elle les protège de tout prosélytisme et de toute pression qui les empêcheraient de faire leurs propres choix.

7 | La laïcité assure aux élèves l'accès à une culture commune et partagée.

8 | La laïcité permet l'exercice de la liberté d'expression des élèves dans la limite du bon fonctionnement de l'École comme du respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions.

9 | La laïcité implique le rejet de toutes les violences et de toutes les discriminations, garantit l'égalité entre les filles et les garçons et repose sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre.

10 | Il appartient à tous les personnels de transmettre aux élèves le sens et la valeur de la laïcité, ainsi que des autres principes fondamentaux de la République. Ils veillent à leur application dans le cadre scolaire. Il leur revient de porter la présente charte à la connaissance des parents d'élèves.

11 | Les personnels ont un devoir de stricte neutralité : ils ne doivent pas manifester leurs convictions politiques ou religieuses dans l'exercice de leurs fonctions.

• • L'ÉCOLE EST LAÏQUE • •

12 | Les enseignements sont laïques. Afin de garantir aux élèves l'ouverture la plus objective possible à la diversité des visions du monde ainsi qu'à l'étendue et à la précision des savoirs, aucun sujet n'est a priori exclu du questionnement scientifique et pédagogique. Aucun élève ne peut invoquer une conviction religieuse ou politique pour contester à un enseignant le droit de traiter une question au programme.

13 | Nul ne peut se prévaloir de son appartenance religieuse pour refuser de se conformer aux règles applicables dans l'École de la République.

14 | Dans les établissements scolaires publics, les règles de vie des différents espaces, précisées dans le règlement intérieur, sont respectueuses de la laïcité. Le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

15 | Par leurs réflexions et leurs activités, les élèves contribuent à faire vivre la laïcité au sein de leur établissement.



ministère
éducation
nationale

scolaire)

INFORMATION DES FAMILLES : LES BONS REFLEXES EN CAS D'ACCIDENT MAJEUR

(à diffuser dans les premiers mois de la rentrée

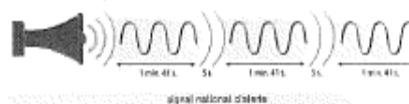
En cas d'alerte

Signal émis par des sirènes:

3 cycles d'alerte (son montant et descendant)

Chaque cycle dure 1 minute 41 secondes,

Un silence de 5 secondes sépare chacun des cycles.



Mettez-vous en sécurité. Rejoignez sans délai un bâtiment.

Écoutez la radio.

Respectez les consignes des autorités.



FRÉQUENCE France Bleu : ..100. Mhz
FRÉQUENCE France Info :105.5 Mhz
FRÉQUENCE France Inter 89.7Mhz
FRÉQUENCE radio locale conventionnée par le préfet :
100.1Mhz

N'allez pas chercher votre enfant pour ne pas l'exposer, ni vous exposer à toutes sortes de risques.

Un plan de mise en sûreté des élèves a été prévu dans son école ou son établissement.



Ne téléphonez pas. N'encombrez pas les réseaux afin que les secours puissent s'organiser le plus rapidement possible.

Recevez avec prudence les informations souvent parcellaires ou subjectives n'émanant pas des autorités (celles recueillies auprès d'autres personnes, par exemple, à l'aide des téléphones mobiles).

